DAHO DJERBAL AU CCF DE CONSTANTINE

L'histoire sous scellés

«Où sont-elles passées les archives de la glorieuse Armée de libération nationale (ALN) et celles de l'ex-ministère de l'Armement et des Liaisons générales (MALG) ? Qui maintient le séquestre sur ces documents ? Répondons d'abord à ces questions avant d'interpeller l'Etat français ! C'est aussi un patrimoine qui peut servir dans l'écriture de notre histoire et, de surcroît, à la réhabilitation de notre mémoire collective».

Le débat suivant l'intervention de Daho Djerbal, samedi dernier au Centre culturel français de Constantine, avait surtout permis aux présents de dresser un tableau exhaustif des freins qui continuent d'entraver le travail des chercheurs et de les empêcher de rétablir les vérités historiques. Aussi, les traumatismes engendrés par la manipulation dans l'écriture de l'histoire ont été le point nodal de la conférence donnée par cet historien. Daho Djerbal avait, en effet, qualifié de «bavardage» les thèses éditées depuis l'Indépendance par les universitaires algériens qui, selon ses termes, préfèrent plutôt se mettre à l'abri des gens du pouvoir, d'appuyer les avis des puissants, qu'aller chercher la vérité auprès des témoins et des acteurs encore vivants et dont l'héroïsme a marqué des pans entiers de notre histoire. «Dire la vérité dans une société aussi fragile est assurément une catastrophe, mais il faut bien chasser ce dilemme. Dire où ne pas dire ? Voilà la question ! Ce qui est sûr, inévitable même, c'est que nos enfants vont chercher ailleurs des pères de substitution. À Jijel, par exemple, 50% des écoles ont été brûlées durant la décennie noire par leurs propres élèves», déplore M. Djerbal, en se posant une autre question, celle de savoir comment se débarrasser du discours de propagande pour laisser la place au travail de mémoire. Il affirmera dans le même contexte que le conflit intercommunautaire qui secoue la vallée du M'zab n'est pas du tout actuel. À ses yeux, la rivalité entre les deux tribus antagonistes est très ancienne. «C'est un problème ancien qui se répète de manière récurrente. Il est le résultat de vérités encore enkystées dans la mémoire des deux communautés, arabophone et mozabite, en dépit de tout refoulement. Ces traumatismes, qui trouvent des racines dans le passé lointain, refont surface au moindre choc quels que soient les arrangements réussis de temps à autre et ce, à défaut d'un règlement définitif fondé sur des vérités historiques», expliquera-t-il. Selon M. Djerbal, la loi du silence continue de peser de tout son poids sur la mémoire collective des Algériens, notamment en ce qui concerne la période post-indépendantiste. Un état de fait qui n'est guère rassurant à partir du moment où les jeunes générations ne s'arrêteront jamais de réclamer auprès des aînés les vérités de leur histoire. «J'ai travaillé de décembre 1980 jusqu'en juillet 1986 dans l'écriture des mémoires de Abdallah Bentoubal en commençant chaque jour de 21h pour terminer vers les coups de 4h du matin. Pour, l'anecdote, si Abdallah est un nocturne. Bref, six ans de mise en parole, d'enregistrement et de transcription et, au bout du compte, ces mémoires ont été mises sous séquestre jusqu'à nos jours. Les gestionnaires de la Société nationale d'édition et de diffusion (Sned) à l'époque ont exigé la condition d'effacer tous les noms parce que le texte touche les intérêts de certaines personnalités influentes qui étaient alors au pouvoir et invalide leur légitimité», avancera-t-il. Et d'ajouter que ces mémoires, écrites en deux tomes, contiennent beaucoup de vérités mais le récit s'arrête à juillet 1962. Bentoubal, avant d'être bloqué par sa maladie qui l'avait contraint à cesser de parler, est arrivé jusqu'au moment de la prise du pouvoir par l'armée des frontières. «Il a parlé de l'accueil qui a été réservé aux soldats de la Wilaya II à Constantine, un accueil on ne peut plus digne des héros, sauf que sa maladie l'avait contraint à ne pas expliquer comment ces gens ne se sont pas manifestés pour les libérer après la prise du pouvoir», dira-t-il.

Quant au sort de ces deux tomes de mémoires, Daho Djerbal a indiqué que c'était sa famille qui avait pris le dessus. «Pour l'histoire, Si Abdallah a décliné toutes les offres de marchandage qu'il avait reçues pour donner des témoignages qui allait dans le sens du poil en se donnant, correctement, une immunité face à tous les privilèges qui lui ont été proposés. J'espère que ces mémoires ne tarderont pas aussi longtemps à voir le jour», conclura-t-il.

Lyas Hallas

BOUIRA

1 300 travailleurs de Razel menacent de débrayer

Près de 1 300 travailleurs de l'entreprise franco-italienne Razel, chargée de la réalisation du barrage Koudiate Asserdoune, dans la région de Lakhdaria, à 40 km au nord-ouest de Bouira, menacent de rentrer en grève illimitée à partir du 28 mai prochain, si d'ici là leurs revendications ne sont pas prises en charge.

En effet, d'après le secrétaire général du syndicat UGTA, Djamil Hantout, le 4 mai dernier, une réunion a eu lieu et avait regroupé, outre les représentants du syndicat d'entreprise, le directeur des travaux, le directeur administratif et son adjoint ainsi que le chef du personnel. Lors de cette réunion, il a été abordé plusieurs points relatifs en premier lieu à la prise de connaissance et la mise en place des membres de la section syndicale Razel, puis aux discussions autour d'une plate-forme de revendications. Ces revendications détaillées en cinq points tournent autour de l'attribution au personnel de l'indemnité de licenciement pour compression d'effectifs, le respect des dispositions légales de l'article 73-4 relatif à l'ordonnance n° 96-21 du 9 juillet modifiant et complétant la loi 90-11 du 21 avril 1990, l'attribution aux travailleurs concernés de l'indemnité du salaire unique ainsi que l'IEP et enfin, l'attribution de la quote-part des œuvres sociales conformément au décret n° 82-179 du 15 mai 1982 fixant le contenu et le mode de financement des œuvres sociales. Ainsi, et toujours d'après Hantout Djamil, lors de cette réunion, les responsables de l'entreprise avaient accepté l'ensemble de ces revendications, un P-V a été dressé et une autre réunion est fixée pour aujourd'hui afin de connaître la décision définitive du comité de direction de l'entreprise Razel. Or, d'après les représentants syndicaux, le P-V de la réunion du 4 mai leur a été transmis au propre le 17 mai dernier mais comportait plusieurs contrevérités par rapport à ce qui a été convenu. Aussi, juste après cet incident, les représentants syndicaux avaient convoqué une AG extraordinaire et après avoir informé les travailleurs de toutes ces «machinations» dont entre autres, selon eux, le changement des termes de «indemnités de licenciement» en «indemnités de fin de chantier», ainsi que la non-habilitation de l'entreprise à prendre telle ou telle décision alors que lors de la réunion du 4 mai, les responsables de Razel, étaient d'accord sur tous les points. Après tous «ces égarements et ces manquements aux engagements initiaux tenus lors de cette réunion, les représentants syndicaux ont décidé de boycotter la réunion de ce jeudi 22 mai, et les travailleurs ont voté à l'unanimité — près de 1 000 travailleurs sont adhérents au syndicat UGTA — la décision d'une grève illimitée à entamer à partir du 28 mai prochain. Un préavis de grève à été remis le 18 mai dernier aux responsables de Razel mais aussi au wali de Bouira, à l'inspecteur du travail et à plusieurs autres responsables. Pour rappel, l'entreprise Razel est chargée de la réalisation du barrage de Koudiate Asserdoune à Maâla, dans la daïra de Lakhdaria. D'une capacité de 640 millions de mètres cubes, ce barrage devra être achevé vers la fin de l'année en cours. Il devra alimenter en eau potable le sud de la wilaya de Tizi-Ouzou, le nord et le nord-est de la wilaya de Bouira mais aussi la future ville de Bouguezoul. Il sera à coup sûr d'un appui important pour la capitale. **Y. Y.**

PÉNITENCIERS DE SIDI-BEL-ABBÈS

Un intérêt particulier pour les études et la formation

Un intérêt de plus en plus important a été enregistré chez les détenus dans les pénitenciers de Sidi-Bel-Abbès pour les études, la formation continue, la formation professionnelle et les cours d'alphabétisation. Ainsi, pour la session 2008, 232 détenus affronteront les épreuves des différents examens de fin d'année.

On notera 123 candidats au BEM, 75 au baccalauréat et 34 au concours de la formation continue. On signale actuellement 27 étudiants en 1re année universitaire et 19 en 2e année, 656 personnes suivent des cours par correspondance dont 149 des cours d'alphabétisation, 551 hommes et 29 femmes suivent des formations professionnelles toutes spécialités confondues alors que pour les formations à distance (Cnec), on compte 45 élèves dont 19 pour la réparation de radio et téléviseur, 17 pour la technique et comptabilité et 9 pour l'obtention d'un certificat de qualification professionnelle. Les chiffres avancés révèlent que les détenus s'intéressent de plus en plus à l'amélioration de leur niveau d'études quant à l'obtention d'un diplôme et à la formation en vue de leur réinsertion dans la société et le monde actif à leur sortie de prison. Ce qui traduit leur volonté à tourner une page de leur vie. Ce constat que l'on qualifiera de positif est sur la base de comparaison avec l'année écoulée où les détenus candidats aux différents examens était de 205 contre 232 cette année, pour les études 683 contre 934 et pour la formation continue et professionnelle 596 contre 825. Les chiffres connaissent chaque année une hausse considérable. Il y a lieu de souligner qu'au niveau des pénitenciers toutes les conditions sont réunies pour offrir aux détenus un environnement permettant de prétendre aux études et aux différentes formations. **A. M.**

MOSTAGANEM

La face cachée du Dahra

Au moment où le pays est à l'heure de la politique d'éradication des bidonvilles, l'habitat précaire à Mostaganem reste hélas une triste réalité et ce, en dépit des immenses efforts déployés par les responsables et autorités compétents. Force est d'admettre que les constructions illicites sont légion à travers l'ensemble du Dahra et cet état de fait ne peut qu'entraîner de fâcheuses conséquences sur le cadre de vie du citoyen mostaganémois d'une façon générale. En clair, l'exode rural et le flux considérable d'arrivants en terre du Dahra, ont tôt fait de contribuer à la bidonvilisation de certains endroits de la région, notamment le chef-lieu de wilaya. Des centaines de familles se sont alors donné le mot pour carrément squatter des parcelles entières et d'en faire à leur guise de véritables chantiers de construction anarchique de mansardes pour la plupart, mi-ferraille, mi-parpaing. C'est dans l'espoir de bénéficier un beau jour d'un logement décent au sein d'une nouvelle cité, que tout ce beau monde, se mit alors à l'œuvre. C'est par le passé que l'essentiel a dû être réalisé, à l'époque où la ville comptait alors d'innombrables terrains voués à l'abandon d'où l'absence d'un contrôle rigoureux de l'administration. Et puis, ce qui devait arriver, arriva fatalement. Les familles s'agrandirent et les problèmes avec.

Prostitution, drogue et délinquance

Malvie et misère ne tarderont pas dès lors à s'installer d'un ghetto à un autre au moment où se propageront tous les fléaux de la terre.

Les nouvelles cités «El Houriya» et «Radar», se révéleront aussitôt comme de véritables foyers de débauche où les risques de graves maladies menacent au quotidien les habitants qui, faut-il le rappeler, ont dû hériter d'étranges habitations hâtivement érigées par les responsables de la wilaya de l'époque, au temps où Brahim Bengayou était à la tête de cette dernière, il y a déjà une quinzaine d'années.

C'était également au temps où les walis étaient sommés d'éradiquer vaille que vaille les bidonvilles et ce, quel que soit le prix à payer.

Eh bien, cela a été chèrement payé. En l'absence de maisons closes qui de leur côté, ont dû sur instruction, baisser rideau, les maisons de rendez-vous dans les quartiers mal famés ont proliféré au vu et au su de tout un chacun. A la cité du 5-Juillet comme du côté des 800 Logts à Tigditt, des adolescentes à l'âge de la puberté se font recruter pour quatre sous. Pour une bouchée de pain, ces jeunes fugueuses pour la plupart, se voient ainsi plus en sécurité sous un toit que dans la rue. Elles finissent avec le temps par apprendre le métier auprès de plus aguerries qu'elles. Dans ce genre de cités-dortoirs, personne ne connaît personne dans la mesure où cette nouvelle catégorie de population compte en son sein des centaines de familles venues de divers horizons... Elles peuvent être originaires de Aïn-Defla, d'El-Khemis, de Tissemsilt, Sougueur et Tiaret comme elles peuvent venir de Oued-Rhiou, Relizane et Chlef et ce, pour une raison ou une autre. Les affres du terrorisme ont d'ailleurs fait fuir des populations entières qui, pour la plupart, étaient exposées chaque jour que Dieu fait, à la mort et rien que cela.

Dégradation du pouvoir d'achat

Et c'est ainsi que plus l'on activait à réaliser des blocs d'habitation, plus les problèmes s'amplifiaient. Des baraques de fortune poussaient en parallèle comme des champignons. Leurs indus occupants conscients des répercussions que peuvent avoir ces baraquements d'un autre âge sur les actions et mesures de relogement décidées par les plus hautes instances de l'Etat, prenaient ainsi leur mal en patience dans l'intime espoir d'arracher à l'œil un éventuel F3, voire F4 ou F5 au cœur d'une quelconque cité urbaine. Et c'est ainsi que continuent de se vendre comme des petits pains les fameux logis qui leur sont de temps à autre gracieusement octroyés contrairement à tous les pays du monde où un logement ça se paye quels que soient sa valeur ou son standing. A Mostaganem, ils sont nombreux à se faire jusqu'à l'heure, un argent fou en spéculant sur les biens de l'Etat cédés gratis.

Les ouled bled sont les derniers servis

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, les familles de souche et enfants de la ville, qui sont dans le besoin le plus pressant quant à l'acquisition enfin d'un «hypothétique» logement, demeurent jusqu'à l'heure terrés dans de minuscules espaces qui sont loin de répondre à la moindre commodité ou règle d'hygiène la plus élémentaire.

La raison ? elle est connue. Elle est peut-être la plus évidente de toutes. Aucune de ses familles respectables et connues pour leur appartenance à une certaine frange de la société, ne s'aventurerait au grand jamais à se bâtir une hideuse baraque faite de résidus ferreux et de morceaux de madriers rien que pour avoir accès un jour au privilège d'obtenir un appartement comme tous les citoyens qui se respectent. Leur statut d'honnêtes contribuables et leur rang parmi la population mostaganémoise, ne leur permettant guère d'avoir pareille audace, ils laisseront inévitablement la chance aux squatteurs venus d'ailleurs. Ces derniers ayant d'ailleurs l'avantage de passer presque inaperçus puisque s'affichant dès leur arrivée dans la région, comme d'illustres inconnus, n'auront pas cet inconvénient de porter sur le dos et les épaules, le fardeau du qu'en dira-t-on ? Cette triste situation qu'a longtemps vécue la perle du Dahra a contribué à l'émergence des «nouveaux riches» de ce début de siècle. Avec tout cet argent qui circule de ci, de là, ce flux non moins important d'immigrants qui n'a de cesse d'affluer dans les quatre coins du Dahra, le pouvoir d'achat n'a fait que se dégrader, cherté de la vie oblige et ce, au grand profit du «Beznassi» des temps modernes qui à lui seul, régule à sa guise le marché avec comme principe de base, la spéculation à toute épreuve.

Voilà bien le triste constat qu'on est en droit de faire devant l'amère réalité de notre vécu car à Mostaganem comme partout ailleurs en Algérie, la désolation est la même et toutes les appréhensions quant à des lendemains qui risquent de déchanter pour nos enfants, ne peuvent être que les nôtres. Nos politiques sont-ils au moins conscients de ce qui nous attend d'ici là ? On ne le croira jamais assez du fait que les choses sont encore ce qu'elles étaient il y a des décennies. Pis encore, la pente vers le néant s'est bel et bien dessinée et au rythme où est en train de grossir la décadence sociale, nous ne tarderons pas ainsi à nous ranger docilement dans la lignée de cette race de briseurs de rêve, encouragés sans doute par le laxisme de nos gouvernants. Triste sort d'une nation comme la nôtre, ne diriez-vous... Ce serait plutôt les retombées du vent qu'on a semé de nos propres mains, allais-je vous rétorquer.

Sid-Ahmed Hadjar